



**Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres & Mers**

**Direction du Pôle des Moyens Opérationnels**

**Mise en séparatif du réseau d'assainissement  
de la rue Paul Gauguin à CALAIS**

**Règlement de consultation  
avec engagement d'insertion**

**(RC)**

**Date limite de réception des offres : vendredi 30 juin 2017 à 11h30**

# Avertissement

## CLAUSE OBLIGATOIRE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

La Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres & Mers, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article 38 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics en incluant dans le CCTP de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable aux lots identifiés dans l'annexe n°1 du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Chaque entreprise qui se verra attribuer un de ces lots, devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

L'article 2.21 du règlement particulier de la consultation précise à cet égard les différentes modalités envisageables de mise en œuvre de cette action d'insertion.

La Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres & Mers a mis en place une assistance spécifique qui doit permettre aux entreprises qui le souhaitent d'être accompagnées dans la bonne compréhension et mise en œuvre de ce dispositif.

### **ATTENTION :**

**LES CANDIDATS NE SONT PAS AUTORISES A FORMULER DANS LEUR OFFRE DES RESERVES SUR LA CLAUSE OBLIGATOIRE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE.**

**UNE OFFRE QUI NE SATISFERAIT PAS A CETTE CONDITION D'EXECUTION SERA DECLAREE NON-CONFORME AU MOTIF DU NON-RESPECT DU CCTP.**

<sup>1</sup> Article 38 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics :

*« Les conditions d'exécution d'un marché public peuvent prendre en compte des considérations relatives à l'économie, à l'innovation, à l'environnement, au domaine social ou à l'emploi, à condition qu'elles soient liées à l'objet du marché public ».*

# SOMMAIRE

Article 1 - Objet de la consultation .....	5
Article 2 - Conditions de la consultation .....	5
2.1 - Maîtrise d'ouvrage .....	5
2.2 - Etendue de la consultation .....	5
2.3 - Justification de la procédure .....	5
2.4 - Limitation du nombre de candidats .....	5
2.5 - Organisation de la consultation .....	6
2.5.1. Dossier de consultation .....	6
2.5.2. Visite du site des travaux .....	6
2.6 - Conduite d'opération - Maîtrise d'œuvre .....	6
2.7 - Contrôle technique .....	6
2.8 - Coordination pour la sécurité et la protection de la santé .....	6
2.9 - Décomposition en tranches et en lots - Forme du marché .....	6
2.9.1. Décomposition en tranches .....	6
2.9.2. Forme du marché .....	7
2.10 - Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières (CCTP) .....	7
2.11 - Variantes .....	7
2.12 - Délai d'exécution .....	7
2.13 - Modifications de détail au dossier de consultation .....	7
2.14 - Délai de validité des offres .....	7
2.15 - Garantie relative à la propriété industrielle ou commerciale .....	7
2.16 - Durée du marché .....	7
2.17 - Garantie particulière pour matériaux de type nouveau .....	7
2.18 - Marchés négociés susceptibles d'être passés ultérieurement .....	8
2.19. Marché réservé .....	8
2.20 - Mode de règlement .....	8
2.21 – Insertion par l'activité économique .....	8
Les publics visés .....	8
Les modalités de mise en œuvre .....	9
Article 3 - Présentation des offres .....	9

<u>Article 4 - Conditions d'envoi ou de remise des offres .....</u>	<u>10</u>
<u>Article 5 - Examen des offres et attribution du marché .....</u>	<u>12</u>
<u>5.1 – Examen des Candidatures .....</u>	<u>12</u>
<u>5.2 – Jugement des Offres .....</u>	<u>12</u>
<u>5.3 - Attribution du marché .....</u>	<u>13</u>
<u>Article 6 - Renseignements complémentaires .....</u>	<u>13</u>
<u>Article 7 - Renseignements sur la visite du site des travaux.....</u>	<u>13</u>
<u>Article 8 - Clauses complémentaires.....</u>	<u>13</u>

## Article 1 - Objet de la consultation

La présente procédure adaptée concerne les travaux ou les ouvrages suivants :

### **Mise en séparatif du réseau d'assainissement de la rue Paul Gauguin à CALAIS**

Les travaux se situent à l'adresse suivante :

- **Rue Paul Gauguin 62 100 CALAIS**

Les travaux à réaliser relèvent de la 3ème catégorie au sens du code du travail (article R.4532-1) et de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 relative à la coordination en matière de sécurité sur les chantiers.

## Article 2 - Conditions de la consultation

### 2.1 - Maîtrise d'ouvrage

Au sens de l'article 2 du C.C.A.G. marchés publics de travaux, le pouvoir adjudicateur est le maître de l'ouvrage pour le compte duquel les travaux sont exécutés. Le représentant du pouvoir adjudicateur est le représentant du maître d'ouvrage dûment habilité par ce dernier à l'engager dans le cadre du marché et à le représenter dans l'exécution du marché.

Le maître de l'ouvrage est :

- **La Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres & Mers**

La personne signataire du marché est :

- **Madame Natacha BOUCHART, Présidente de la Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres & Mers**

Les coordonnées du service chargé de la consultation sont les suivantes :

**Service Marchés Publics / Direction du Pôle des Moyens Opérationnels**

**Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres & Mers**

**76 boulevard Gambetta**

**CS 40 021**

**62 101 CALAIS**

**N° de téléphone : 03.21.19.55.00**

**N° de télécopie : 03.21.19.55.09**

### 2.2 - Etendue de la consultation

La présente consultation ouverte est organisée par un Pouvoir Adjudicateur selon une procédure adaptée, en application de l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

### 2.3 - Justification de la procédure

Sans objet.

### 2.4 - Limitation du nombre de candidats

Sans objet

## 2.5 - Organisation de la consultation

### 2.5.1. Dossier de consultation

Le dossier comprend les pièces suivantes :

- règlement de consultation ;
- acte d'engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles ;
- cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- cahier des clauses techniques particulières (CCTP), assorti de la liste de tous les documents techniques joints au dossier de consultation ;
- cadres de bordereau des prix unitaires et de détail estimatif ;

### 2.5.2. Visite du site des travaux

Sans objet

## 2.6 - Conduite d'opération - Maîtrise d'œuvre

Le maître de l'ouvrage n'est pas assisté par un conducteur d'opération.

La maîtrise d'œuvre est assurée par le Pôle des Moyens Opérationnels de la Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres & Mers, représentée par :

- **Monsieur le Directeur du Pôle des Moyens Opérationnels de la Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres & Mers.**

## 2.7 - Contrôle technique

L'opération à réaliser n'est pas soumise au contrôle technique prévu par la loi du 4 janvier 1978 relative à l'assurance construction.

## 2.8 - Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

Le chantier étant soumis aux dispositions de la loi n° 93.1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, une coordination en matière de sécurité et de santé des travailleurs est organisée dans le cadre de la présente opération.

La mission de coordination, assurée pendant les phases conception et réalisation des travaux, sera confiée au prestataire désigné ci-après :

- **CETE APAVE NORD OUEST - 62 102 CALAIS**

La personne physique chargée de remplir la mission est :

- **Madame DELGRANGE**

## 2.9 - Décomposition en tranches et en lots - Forme du marché

### 2.9.1. Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou de découpage en lots.

La même entreprise ne peut pas présenter pour le marché ou un de ses lots plusieurs offres, en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel ou de membre d'un ou plusieurs groupements ;

- en qualité de membre de plusieurs groupements.

En cas de groupement, sa transformation dans une forme juridique déterminée ne pourra pas être exigée pour la présentation de l'offre. Cependant, après l'attribution du marché, la personne signataire du marché pourra exiger que l'entrepreneur adopte la forme juridique suivante : groupement solidaire.

#### 2.9.2. Forme du marché

Marché ordinaire.

#### 2.10 - Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières (CCTP)

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

#### 2.11 - Variantes

Les variantes par rapport aux spécifications du CCTP ne sont pas autorisées.

#### 2.12 - Délai d'exécution

Le délai d'exécution est fixé dans le cadre d'acte d'engagement et ne peut en aucun cas être changé.

#### 2.13 - Modifications de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 7 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres des modifications de détails au dossier de consultation. Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

#### 2.14 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

#### 2.15 - Garantie relative à la propriété industrielle ou commerciale

Le titulaire garantira le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre contre les revendications des tiers concernant les brevets, les licences, les dessins et les modèles ainsi que les marques de fabrique ou de commerce employés pour l'exécution du marché.

Il appartiendra au titulaire d'obtenir, à ses frais, les cessions, les licences ou les autorisations nécessaires. Le maître d'ouvrage aura le droit, ultérieurement, de procéder ou de faire procéder, par qui bon lui semble, à toutes les réparations nécessaires.

#### 2.16 - Durée du marché

Le délai de préparation des travaux est de 4 semaines.

Le délai d'exécution des travaux est de 16 semaines. Le délai d'exécution des travaux a pour point de départ la date fixée par l'ordre de service notifiant le commencement d'exécution.

#### 2.17 - Garantie particulière pour matériaux de type nouveau

Sans objet.

### 2.18 - Marchés négociés susceptibles d'être passés ultérieurement

Sans objet.

### 2.19. Marché réservé

Sans objet.

### 2.20 - Mode de règlement

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.

Les demandes de paiement seront adressées à l'adresse suivante :

**Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres & Mers**  
**Direction des Ressources Financières**  
**76 Boulevard Gambetta**  
**CS 40 021**  
**62 101 CALAIS CEDEX**

### 2.21 – Insertion par l'activité économique

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, la Communauté d'Agglomération souhaite faire appel à ses partenaires privilégiés que sont les entreprises qui répondent à ses appels d'offre.

Dans le cadre des objectifs de la politique de cohésion sociale, la Communauté d'Agglomération entend faire en sorte que, dans le respect du décret 2016-360 du 25 mars 2016 et de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 relatifs aux marchés publics, la commande publique puisse favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes en difficultés. ».

En application de l'article 38 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, les entreprises retenues devront, pour l'exécution de leur marché (conformément à leur offre en annexe de l'acte d'engagement), proposer OBLIGATOIREMENT des actions qui permettront de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle.

#### **Ces exigences s'appliquent à ce marché.**

Une offre qui ne satisferait pas à ces conditions sera irrecevable pour non-conformité au CCTP.

Afin de ne pas alourdir la procédure, des annexes spécifiques ont été élaborées et jointes aux habituelles pièces du marché.

Par ailleurs, afin d'optimiser cette démarche d'insertion, le PLIE se tient à la disposition des entreprises pour les informer des modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion.

### Les publics visés

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes, éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Sont notamment concernés, les demandeurs d'emploi de longue durée, les allocataires du revenu de solidarité active demandeurs d'emploi, les allocataires de minima sociaux, les personnes reconnues travailleurs handicapés, les jeunes sortis sans qualification à l'issue de leur scolarité ou sans expérience professionnelle et les personnes relevant d'un dispositif de l'insertion par l'activité économique.



## Les modalités de mise en œuvre

Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- ♦ 1<sup>ère</sup> modalité : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion ;
- ♦ 2<sup>ème</sup> modalité : la mise à disposition de salariés (l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ou d'une association intermédiaire) ;
- ♦ 3<sup>ème</sup> modalité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché.

### Contact :

Monsieur Xavier FRANCOIS  
Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi de la Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres & Mers  
70 rue Mollien – 62 100 CALAIS  
03.21.19.57.57 / 06.66.94.67.57  
xavier.francois@parcours-calais.fr

Madame Julie GRIOCHE  
Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi de la Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres & Mers  
70 rue Mollien – 62 100 CALAIS  
03.21.19.57.57 / 06.67.11.66.06  
julie.grioche@parcours-calais.fr

## Article 3 - Présentation des offres

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes datées et signées par lui :

- **A - Justifications à produire, le candidat devra en particulier fournir :**
  - ✓ Justifications à produire quant à la situation juridique

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

### Justificatifs candidature

- Lettre de candidature-Habilitation du mandataire par ses cotraitants ou modèle DC1
- La copie du ou des jugements prononcés s'il est en redressement judiciaire
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 45 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015
- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à les engager
- Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement ou modèle DC2

- ✓ Justifications à produire quant à la capacité économique et financière
  - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles
  - Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour risques professionnels
- ✓ Justifications à produire concernant les références professionnelles et la capacité technique
  - Liste des travaux exécutés au cours des trois dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin
  - Certificat(s) de qualité ou de capacité délivré(s) par des organismes indépendants ou moyens de preuve équivalents, notamment, certificats de qualifications professionnelles ou de conformité à des spécifications techniques
- ✓ Justifications à produire concernant l'insertion
  - Un acte d'engagement, ci-joint à compléter, dater et signer.
- **B - Un projet de marché comprenant :**
  - un acte d'engagement - document joint à compléter, à dater et signer ;
  - Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ci-joint ;
  - Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ci-joint, assorti de la liste de tous les documents techniques joints au dossier de consultation, à accepter sans modification ;
  - Le bordereau des prix unitaires et le détail estimatif, cadres ci-joints à compléter ;
- **C - Un mémoire justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux, ce document comprendra toutes justifications et observations du candidat. En particulier, il devra y être joint les documents ou renseignements suivants :**
  - Indications concernant les procédés d'exécution envisagés et les moyens (en études, en hommes et en matériels, ...) qui seront utilisés et mis en œuvre lors des travaux pour tenir compte des contraintes spécifiques à ce chantier et qui permettent notamment d'assurer la continuité de service et d'accès des riverains à leurs habitations (15/40) ;
  - programme d'exécution des ouvrages, indiquant la durée prévisionnelle des différentes phases du chantier (10/40) ;
  - indications concernant la provenance des principales fournitures et les références des fournisseurs correspondants (5/40) ;
  - note sur l'installation et repliement du chantier, conformément aux prescriptions du CCTP (5/40) ;
  - dispositions envisagées pour la gestion, la valorisation et l'élimination des déchets (3/40) ;
  - note indiquant les principales mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier (2/40) ;
  - sous-traitance déclarée ou envisagée.

#### Article 4 - Conditions d'envoi ou de remise des offres

Les offres peuvent être adressées ou remises dans les conditions suivantes :

- transmises par voie électronique sur le site : [www.klekoon.com](http://www.klekoon.com)

- présentées sur support papier et adressées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal. La présentation sur support physique électronique n'est pas autorisée, sauf en ce qui concerne la copie de sauvegarde accompagnant une transmission électronique.
- présentées sur un support papier et remises sous pli cacheté au service destinataire contre récépissé. La présentation sur support physique électronique n'est pas autorisée, sauf en ce qui concerne la copie de sauvegarde accompagnant une transmission électronique.

Le retrait ou la consultation du dossier de consultation sous forme électronique n'oblige pas à une transmission des offres par voie électronique.

La transmission des offres par message électronique n'est pas autorisée.

Les offres devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites indiquées dans la page de garde du présent règlement.

### **Transmission par voie postale ou remise en mains propres**

Le pli contenant la candidature et l'offre du candidat porte l'adresse suivante :

- Communauté d'Agglomération Grand Calais Terres & Mers  
76 boulevard Gambetta - CS 40 021  
62101 CALAIS CEDEX  
Horaires d'ouverture des bureaux : 8h à 12h et 14h à 17h

Le pli indique la mention suivante :

**« MARCHE DE TRAVAUX – MISE EN SEPARATIF DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT, RUE PAUL GAUGUIN A CALAIS – NE PAS OUVRIR »**

L'enveloppe contiendra les renseignements relatifs à la candidature et à l'offre.

Les documents relatifs à la candidature comprennent :

- Les justifications à produire, telles qu'elles sont énumérées à l'article 3 A ci-dessus.

Les documents relatifs à l'offre comprennent :

- Le projet de marché demandé au paragraphe B de l'article 3 ci-dessus.
- Le mémoire justificatif demandé au paragraphe ci-dessus.

### **Transmission par voie électronique**

Conformément à l'article 40 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante :

<http://www.klekoon.com>

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

Les candidats ne pourront pas recourir à des modes différenciés de transmission pour la candidature et pour l'offre. Ils présenteront leur réponse dans un fichier comprenant à la fois les documents relatifs à la candidature et ceux relatifs à l'offre.

Un mode d'emploi est disponible sur le site. Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats. Chaque transmission dématérialisée fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

## **Contraintes informatiques**

Tout document envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par la personne publique sera réputé n'avoir jamais été reçu. Aussi, il est conseillé aux candidats d'utiliser un antivirus régulièrement mis à jour.

Par ailleurs, afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, les candidats ne doivent utiliser ni les exécutable (notamment les ".exe"), ni les "macros".

Les formats de fichiers acceptés par la personne publique sont les suivants : Word, Excel, Powerpoint, Winzip et Acrobat Reader. Le candidat doit faire en sorte que sa réponse ne soit pas trop volumineuse. Lorsque le candidat ne peut matériellement pas transmettre des documents (ou des objets) par voie dématérialisée, il est autorisé à utiliser l'une des autres voies de transmission prévues par le présent règlement.

## **Dispositions relatives à la signature électronique**

Les documents relatifs à la candidature et les actes d'engagement transmis par voie électronique seront signés par le candidat selon les modalités prévues par arrêté du ministre chargé de l'économie.

## **Dispositions relatives à la copie de sauvegarde**

En cas de transmission dématérialisée, une copie de sauvegarde établie sur support papier ou sur support physique électronique peut être envoyée ou remise par le candidat.

La copie de sauvegarde n'est recevable que si les deux conditions suivantes sont remplies :

- elle est parvenue à destination dans délai fixé pour la remise des offres.
- elle est placée dans un pli scellé portant, outre les mentions exigées aux articles ci-dessus, la mention lisible « COPIE DE SAUVEGARDE ».

La copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans l'un des cas suivants :

- la candidature et l'offre transmises par voie électronique ne peuvent pas être ouvertes ;
- la copie de sauvegarde est parvenue dans le délai de dépôt des offres à contrario de la réponse transmise par voie électronique.

## **Article 5 - Examen des offres et attribution du marché**

### **5.1 – Examen des Candidatures**

Les candidatures seront jugées au travers des justificatifs demandés à l'article 3 du présent règlement avec les critères suivants pour la sélection des candidats :

#### **Les Capacités Professionnelles, Techniques et Financières**

### **5.2 – Jugement des Offres**

Le classement des offres et le choix de l'attributaire sont fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération sous forme de points :

Valeur technique	40 points
Prix des prestations	60 points

Chaque critère sera noté sur 100 et la description détaillée des critères est la suivante :

- **A - La valeur technique d'un candidat (40 points)**

Elle sera jugée au travers d'un mémoire justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux. Ce document comprendra toutes justifications et observations du candidat, en particulier les documents ou renseignements demandés à l'article 3 du présent règlement.

- **B - Le Prix des Prestations (60 points)**

La formule adoptée pour la cotation des prix est :

$$60 \times (\text{offre de prix la plus basse} / \text{offre de prix analysée})$$

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes autres indications de l'offre.

En cas de discordance entre les prix du bordereau des prix unitaires et ceux du détail estimatif, le candidat, s'il est sur le point d'être retenu, sera invité à rectifier le détail estimatif pour le mettre en harmonie avec les prix du bordereau des prix unitaires.

En cas de discordance entre le détail estimatif et l'acte d'engagement, ou en cas d'anomalies, d'erreurs ou d'omissions internes au détail estimatif, le candidat, s'il est sur le point d'être retenu, sera invité à rectifier l'acte d'engagement pour le mettre en harmonie avec le prix du détail estimatif ou pour le redresser .

En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Attention, les candidats ne sont pas autorisés à formuler dans leur offre des réserves sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. Une offre qui ne satisferait pas à cette condition sera déclarée non-conforme au motif du non-respect du CCTP.

### 5.3 - Attribution du marché

Conformément à l'article 55 - IV du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai de 15 jours les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur.

Si le candidat retenu ne peut produire les certificats précités dans le délai fixé par le maître d'ouvrage, son offre est rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat est prononcée par le maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage présente la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

### Article 6 - Renseignements complémentaires

Les renseignements peuvent être obtenus à la même adresse que celle du maître de l'ouvrage.

### Article 7 - Renseignements sur la visite du site des travaux

Sans objet.

### Article 8 - Clauses complémentaires

Sans objet